

Absences pour maladie: la maîtrise de l'absentéisme dans la fonction publique, via une combinaison de mesures préventives, de contrôles et d'incitations financières, pourrait générer des économies budgétaires significatives et améliorer l'efficacité des services publics

Un [rapport de juillet 2024](#) porte sur la revue des dépenses relatives à la réduction des absences pour raisons de santé dans la fonction publique. Voici les points clés :

- 1. Augmentation de l'absentéisme** : entre 2020 et 2022, les absences pour raisons de santé dans la fonction publique ont fortement augmenté, notamment à cause de la pandémie de Covid-19. En 2022, un agent public avait en moyenne 14,5 jours d'absence contre 11,7 jours dans le secteur privé.
- 2. Coût élevé** : Le coût des absences pour raisons de santé est estimé à 15 milliards d'euros en 2022, représentant environ 350 000 équivalents temps plein (ETP). Une baisse des absences aux niveaux pré-Covid permettrait de réaliser environ 6 milliards d'euros d'économies.
- 3. Disparités** : il existe des différences entre les trois versants de la fonction publique. Les absences sont plus élevées dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière (17 et 18 jours respectivement) comparées à la fonction publique d'État (11 jours). Cela s'explique par les caractéristiques des agents (âge, sexe, type d'emploi)
- 4. Leviers d'action** :
 - **Prévention et accompagnement professionnel** : améliorer les dispositifs de maintien de l'emploi et la sécurité au travail, et renforcer les actions de prévention.
 - **Contrôles** : renforcer les contrôles administratifs et médicaux des arrêts maladie.
 - **Incitations financières** : introduire deux ou trois jours de carence pour réduire les absences courtes. Un jour de carence a déjà permis une économie de 134 millions d'euros en 2023. L'ajout d'un jour supplémentaire pourrait générer jusqu'à 289 millions d'euros d'économies supplémentaires.
 - **Propositions** : le rapport recommande d'améliorer le suivi des absences par une déclaration sociale nominative (DSN) évènementielle pour tous les agents publics, d'analyser plus fréquemment les données de l'enquête Emploi de l'Insee, et de mettre en place des actions de prévention via la protection sociale complémentaire.

En résumé, la maîtrise de l'absentéisme dans la fonction publique, via une combinaison de mesures préventives, de contrôles et d'incitations financières, pourrait générer des économies budgétaires significatives et améliorer l'efficacité des services publics.

[Télécharger Revue de dépenses Réduction des absences](#) *Revue des réductions de dépenses publiques*

